

Garantir le droit à l'alimentation, protéger partout la dignité de l'être humain:

Faire de la migration un choix *en toute liberté* et non pas une nécessité

La Confédération mondiale de Caritas salue la Journée mondiale de l'alimentation de 2017 et apprécie l'occasion de la consacrer à la migration, sujet qui, avec celui de la sécurité alimentaire, est au cœur même de la préoccupation et du travail quotidien de Caritas. La pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition font partie des causes profondes de la migration.

Caritas défend la dignité de l'être humain et le droit à l'alimentation pour chacun. Nous travaillons pour améliorer le bien-être de tous ceux qui sont dans le besoin. Nous promouvons l'agriculture à petite échelle, en particulier les exploitations familiales et l'agroécologie comme stratégies efficaces pour la sécurité alimentaire et le développement rural durable. Caritas valorise spécialement le rôle des femmes en tant que productrices et pourvoyeuses d'aliments essentielles, en défendant, en raison de leur rôle central dans l'agriculture, leur accès à l'éducation, aux moyens de production et de main-d'œuvre.

Le changement climatique entraîne une diminution de la productivité des cultures, qui menace la sécurité alimentaire. Les petits exploitants qui dépendent de leurs cultures pour leur subsistance sont extrêmement vulnérables au changement climatique. L'insécurité alimentaire et la pauvreté exacerbées par le changement climatique sont des facteurs essentiels de la migration, forçant les personnes à quitter leur foyer afin de nourrir leur famille ou pour trouver des moyens d'existence plus productifs. Cependant, la possibilité de vivre dans son pays natal et donc de ne pas se voir contraint d'émigrer à cause du manque de nourriture est une expression élémentaire de la dignité humaine. Nous aspirons à un monde où les migrations résultent d'un choix délibéré.

La garantie du droit à une alimentation adéquate doit être le principe directeur et le but de toutes les politiques concernées et des stratégies de coopération. Cela signifie qu'il faut garantir que les plus vulnérables – les 815 millions de personnes sous-alimentées dans le monde – soient à la fois les bénéficiaires et les acteurs des politiques agricoles et de sécurité alimentaire dans tous les pays. Ces politiques et stratégies de coopération à l'égard des plus vulnérables doivent se centrer exclusivement sur cet objectif, sans se préoccuper des limitations ou du contrôle des migrations.

Le rapport conjoint de 2017 de la FAO, du FIDA et du PAM sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde annonce une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde¹. Pour la première fois en 10 ans, le nombre de personnes sous-alimentées a atteint 815 millions, 38 millions de plus qu'en 2016. Il s'agit d'un recul dramatique alors que toutes les nations se sont engagées à éradiquer la faim d'ici 2030 avec l'adoption des Objectifs de développement durable. Le rapport lie clairement cette augmentation aux conflits et au changement climatique, notamment parce que la plupart des conflits en cours sont exacerbés par des chocs climatiques extrêmes tels que les périodes de sécheresse, les inondations ou les ouragans. La dégradation environnementale, souvent conséquence de ces facteurs, affecte à son tour les ressources alimentaires et mine les moyens de subsistance.

Cette pression accrue sur les ressources naturelles induit des déplacements de population. Bien que Caritas considère que la migration devrait être un choix délibéré, la réalité montre que la migration forcée résultant du changement climatique devrait aller en augmentant à l'avenir. Ce phénomène a été discuté² et progressivement compris à l'échelle internationale, de telle manière que les « migrants environnementaux » devraient recevoir une protection juridique qui garantisse la jouissance de leurs droits humains.

« Partager le chemin », la campagne mondiale sur les migrations récemment lancée par Caritas Internationalis

¹ État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017.

² Dans la Lettre encyclique « Laudato Si », le Pape François soulignait ainsi cette situation désespérée : « L'augmentation du nombre de migrants fuyant la misère, accrue par la dégradation environnementale est tragique ; ces migrants ne sont pas reconnus comme réfugiés par les conventions internationales et ils portent le poids de leurs vies à la dérive, sans aucune protection légale. »

Legal Office: Palazzo della Tipografia – 00120 Vatican City

Member of: Dicastery for the Promotion of Integral Human Development

Consultative status: ECOSOC (General St.) – FAO – WFP – UNESCO – UNICEF – ILO (special list) – Council of Europe

visé à promouvoir des interactions personnelles constructives en rassemblant communautés locales, migrants et réfugiés à travers un large éventail d'activités. La campagne de Caritas est un appel à l'action aux décideurs politiques, aux politiciens, aux migrants potentiels et aux populations d'accueil pour qu'ils connectent les uns avec les autres, dans le but de permettre aux migrants et aux réfugiés d'avoir voix au chapitre dans les politiques publiques qui les affectent.

La mobilisation et les efforts de sensibilisation menés par Caritas reposent sur le postulat selon lequel l'insécurité alimentaire est une cause significative de la migration forcée. Une fois que la personne migrante a commencé son chemin, le manque de protection ou de travail conjugué à l'accès restreint ou nul à une alimentation adéquate et nutritive sont des facteurs primordiaux qui forcent les personnes à continuer de se déplacer d'un endroit à l'autre. Nous croyons fermement que la compréhension des dynamiques contraignant les personnes à se déplacer, à travers le partage du parcours et de l'expérience de chacun, aide à mieux aborder ce qui est au cœur de la migration forcée.

Les politiques et les mesures migratoires ne doivent pas pénaliser les pauvres et les plus vulnérables. Le respect de la dignité humaine en tant que pierre angulaire de Caritas requiert le traitement de la part des gouvernements de l'accès à une alimentation suffisante et nutritive pour chacun en tant que droit de l'homme en toutes circonstances, et surtout pour ceux qui courent les risques les plus élevés, qui se voient forcés de fuir leur pays et ont besoin d'un refuge sûr.

Les organisations Caritas connaissent les causes profondes de la migration et interviennent pour les atténuer. Elles voient en même temps le lien entre agriculture, développement rural et migration comme un cercle vertueux. Les expériences suivantes le démontrent :

Région du Sahel

Dans les écosystèmes dégradés du Sahel, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des terrains fertiles qui engendrent exode et migrations. L'intervention dans cette situation requiert la protection de l'environnement à grande échelle, ainsi que la création de conditions appropriées pour favoriser les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles dont la contribution est indispensable pour assurer une sécurité alimentaire à la plupart des gens. Dans la région du Sahel, Caritas entreprend des initiatives pour promouvoir un accès sûr et durable des femmes et des jeunes aux terrains agricoles, à l'eau d'irrigation, à l'énergie solaire ainsi qu'au renforcement des capacités autour du thème de la migration. Ces initiatives renforcent la résilience en établissant des bases pour une sécurité alimentaire et en parant au départ migratoire systématique des femmes et des jeunes.

Ethiopie

En Ethiopie, plus de 85% des moyens de subsistance de la population sont basés sur l'agriculture. La majorité des déplacés internes et des migrants irréguliers est composée de travailleurs agricoles. L'une des principales causes de la migration en Ethiopie est la pauvreté, due à l'insécurité alimentaire et l'incapacité de produire suffisamment d'aliments pour nourrir la famille, le milieu rural éthiopien étant exaspéré par le changement climatique, la taille réduite des terrains détenus par les ménages et leur très basse productivité.

Or l'agriculture est aussi la principale opportunité d'emploi pour ceux qui atteignent leur pays de destination. Les migrants sont la main-d'œuvre qui contribue à la production durable d'aliments dans leur pays d'accueil et les principaux contributeurs par l'envoi de fonds à l'économie de leur pays d'origine. Dans beaucoup de pays de destination, les migrants constituent la principale main-d'œuvre qui contribue à la production agricole de continents comme l'Europe et l'Amérique du Nord. Le dur travail physique exigé par ce secteur est assuré par des migrants provenant de plusieurs pays voisins, par exemple les Mexicains aux États-Unis, les Mozambicains et les Zimbabwéens en Afrique du Sud. La plupart des travailleurs du secteur agricole de leur pays d'accueil en Europe sont africains. Les migrants éthiopiens au Moyen-Orient sont, quant à eux, embauchés dans les élevages de chameaux et dans la production animale.

Une étude menée sur la migration dans le milieu rural indique toute la création de travail potentiel pour les jeunes offerte par l'agriculture dans beaucoup d'états. La production horticole, les céréales pour la production de pain et de bière, le coton pour la production textile sont indiqués comme étant des secteurs d'intervention pour la création de travail en zone rurale. L'agriculture est aussi une activité de première importance pour que les rapatriés puissent se réintégrer dans leur société, à leur retour. Les organisations Caritas peuvent témoigner que les migrants rapatriés peuvent participer à des activités de plantation d'arbres fruitiers, d'horticulture, de production animale et d'élevage, où ils peuvent apporter les compétences acquises dans les pays d'accueil, et ainsi recouvrer leurs moyens d'existence.

Caritas rappelle aux décideurs politiques du monde entier que :

- La migration devrait toujours découler d'un choix éclairé. L'amélioration de la sécurité alimentaire, la lutte contre le changement climatique sont essentielles pour garantir la dignité de l'homme et pour contribuer à faire de la migration un choix en toute liberté.
- Les politiques agricoles devraient soutenir et renforcer les moyens de subsistance en milieu rural pour aider les petits exploitants agricoles à s'adapter au changement climatique et à contribuer à l'atténuer. Cela inclut des politiques agricoles en faveur des pauvres, qui soutiennent une meilleure productivité des terres à travers la promotion de pratiques agricoles résistantes au climat comme l'agroécologie. Les investissements doivent être dirigés à petite échelle et au niveau local, visant à développer les systèmes locaux de production alimentaire, le stockage, la distribution et l'accès aux marchés locaux. Une aide financière et technique devrait être fournie pour améliorer la production et développer la résilience.
- Les exploitants vulnérables dans les pays en voie de développement doivent avoir accès à une sécurité foncière, condition préalable nécessaire pour augmenter l'investissement local et le développement agricole à petite échelle durable. La planification et l'investissement dans l'amélioration de l'habitat et la gestion intégrée des ressources en eau, accompagnées d'un engagement communautaire adéquat, devraient être prioritaires.

Rome, 16 octobre 2017.